

# Résidences Pygmalion

## Besoin de résidences adaptées

### En Abitibi-Témiscamingue,

Comme dans le reste de la province, la majorité des adultes déficients intellectuels vivent dans leur famille naturelle.

Lorsque leurs parents prennent de l'âge ou deviennent malades, ceux-ci sont mis devant une dure réalité :

- Le manque de ressources résidentielles en Abitibi-Témiscamingue
- Le manque de ressources « diversifiées » mais aussi « adaptées » en fonction des besoins spécifiques des personnes.
- Le manque de ressources d'hébergement pour leur donner du répit.
- Les listes d'attente variables pour accéder à ces ressources.

Une famille en pleine crise peut toujours trouver un lieu d'hébergement en cas d'urgence, mais ce lieu peut ne pas être adéquat et ne sera pas nécessairement le mieux adapté aux besoins de leurs enfants ayant une déficience intellectuelle.

Pour l'adulte déficient intellectuel qui a aussi des problèmes de santé mentale, l'offre de service résidentiel est encore plus limitée et n'est pas adaptée à ses besoins particuliers.

### De Statistique Canada,

- En 2001, selon Statistique Canada, il y avait 120 140 canadiens de plus de 15 ans qui souffraient de troubles du développement.
- Les membres de la famille étaient la seule ou la principale source de soutien pour presque 80% des adultes ayant une déficience intellectuelle.
- 50% des membres d'une famille qui offraient un soutien indiquaient qu'ils n'obtenaient pas de la collectivité l'aide supplémentaire et le soutien à la maison dont ils avaient besoin.
- Environ 12% des personnes ayant des troubles du développement étaient âgées de 65 ans et plus.
- Selon les prévisions démographiques, le nombre de personnes de 55 ans ou plus ayant des troubles de développement doublera au cours des 25 prochaines années.

### De SCHL,

# Résidences Pygmalion

- Selon une recherche faite en 2006 par la SCHL, il est dit : « Les personnes et les membres de leur famille qui les soutiennent feront face à un certain nombre de problèmes liés à la transition au fur et à mesure que les parents et leurs enfants adultes vieilliront. On continue d'offrir à de nombreuses personnes, ainsi qu'aux membres de leur famille, des options qui ne leurs permettent pas de choisir le style de vie qu'ils souhaitent, mais qui exigent plutôt que les personnes ayant des troubles du développement demeurent en permanence à la maison familiale ou déménagent dans un foyer de groupe ou dans un milieu plus institutionnalisé. »

## De LAREPPS.

Selon Lucie Dumais et Jean Proulx du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) de l'Université du Québec à Montréal,

- Jusqu'en 1960, la vie des personnes présentant une déficience intellectuelle se déroulait essentiellement en institution
- Le mouvement de normalisation des années 1970 et le discours en faveur de l'intégration sociale qui l'accompagnait ont amorcé le début de la désinstitutionnalisation et mené à la création des premières ressources de type familiale.
- Porté dans un premier temps par les milieux d'intervention, le mouvement a été confirmé en 1980 par le biais d'une première politique gouvernementale en déficience intellectuelle.
- En 2001, une nouvelle politique vient confirmer la pertinence de la désinstitutionnalisation et camper l'importance de faire un pas de plus. L'heure est désormais à la participation sociale. On en appelle à la diversité des ressources résidentielles et à la notion de chez-soi véritable. On souhaite dépasser le simple stade de l'intégration physique dans la communauté.
- Cinq ans après l'adoption de la politique, beaucoup de chemin reste encore à faire. Majoritairement liée au centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI), l'offre des ressources ayant cours relève encore davantage de l'hébergement que du logement.
- À peine 10% des ressources existantes peuvent en fait être considérées comme du logement en opposition à 57% qui sont plutôt considérées comme des ressources de type familial (RTF).
- Plus encore, en 2006, une proportion non négligeable de personne est toujours hébergée en centre d'hébergement et de soins de longue durée ou en centre hospitalier psychiatrique.
- Non diversifiée, souvent mal adaptée aux besoins et assortie de liste d'attente variable, l'offre de ressources est inadéquate et appelle au changement dans toutes les régions du Québec.



# Résidences Pygmalion

---

Heureusement, les choses tendent à changer. Plusieurs organismes d'économie sociale dans différentes régions de la province de Québec ont en effet entrepris de développer de nouveaux projets résidentiels.